



↪ Ont participé ↪ à ce numéro

Stéphane Lachèvre, Cyrille Arquié, Stéphanie Mevel, Pierre Hébert, Kamel Naroun, Nathalie Luyckx

**Week end des
Alternatifs de Rouen**
les 9 et 10 décembre
au local 205 rue Saint
Julien à Rouen

Samedi (14H):

débat en 2 parties :

-1- élections piège à con :
démocratie directe,
démocratie participative
ou active, démocratie
représentative,
autogestion.

-2- Professionnalisation
de la vie politique, liens
élus électeurs, statut de
l' élu.

Suivi d'un repas au local
(paf 50 francs, prévenir
avant).

Dimanche (9H30):

débat sur le thème :

Vache folle,
sécurité alimentaire :
quels enjeux ?

Le débat sera animé par
Emile Ronchon, membre
de l'exécutif des
Alternatifs.

Fin du débat vers 13H30.

Pour plus d'informations :
02 32 10 67 65

Edito

Echec du sommet de La Haye : ILS ONT COULE LE MONDE !

La conférence de La Haye sur le réchauffement climatique s'est donc soldée par un échec. Etats-Uniens et Européens n'ont pas trouvé d'accord sur les moyens de parvenir à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Quelles que soient les responsabilités des uns et des autres, c'est d'abord un terrible constat d'inertie de la part des dirigeants de la planète que l'on peut faire. Si les négociations doivent reprendre d'ici quelques mois, chaque décision repoussée à demain est une hypothèque de plus sur l'avenir de la planète, du nôtre et de ceux qui suivront.

Plus gros pollueurs de la planète, les Etats-Unis portent une lourde responsabilité dans l'échec des négociations. Rejetant l'idée d'un organisme international contraignant, préférant la régulation libre du marché (de droits à polluer), ils refusent de remettre en cause leur modèle de développement qui pollue et puise toujours plus dans les ressources naturelles de la planète.

Face au blocage américain, la question de la stratégie à adopter par les Européens se posait. On ne peut blâmer la ministre de l'environnement, pour n'avoir pas voulu accepter de réduire à néant les engagements de Kyoto. Le risque est grand pourtant de négocier la prochaine fois face à G.W. Bush, qui n'est pas franchement connu pour ses préoccupations écologistes.

L'enjeu écologique pose au monde politique une redoutable question, celle de sa propre remise en cause. Mais le temps du politique révélé à La Haye, celui des tactiques et des calendriers électoraux, heurte le temps du cycle planétaire qui n'attend personne. Le politique doit se ressaisir et cesser de donner la priorité au cycle économique.

Comme à Seattle, il est urgent de développer un mouvement actif de (re)prise en main de ces enjeux qui nous touchent tous. Malgré les manifestations aux portes de la Conférence, on en est loin. Les Verts français paraissent plus actifs à revendiquer un ministre supplémentaire, qu'à mobiliser la population sur le réchauffement climatique.

L'écologie réclame une révolution des comportements individuels, mais aussi, comme tous les grands mouvements progressistes, une conscience et des actions de masse. Et pourtant, il y a quelques semaines, c'était le mouvement sur la baisse du prix de l'essence qui réalisait un succès populaire...

La campagne active menée depuis un an pour gagner "le pari" ("The Bet") sur l'effet de serre par Chiche! et les jeunes écolos européens ne compensera pas d'un coup de baguette magique des années d'inaction.

Les Alternatifs de Seine Maritime

Café alternatif sur les transports

Le jeudi 16/11, nous recevions Bernard Caron (Alternatifs du Pas de Calais) au bar du palais, pour un café politique sur le thème des transports autrement. Le débat fut axé essentiellement sur le transport des personnes.

Le premier constat marquant, c'est que 60% des trajets faits en voiture, font moins de 5 km de long. Cela correspond pour l'essentiel à une utilisation absurde de la voiture.

Pour faire évoluer cette situation, il faut travailler sur deux axes :

- Améliorer l'offre de transports, leur prix et leur vitesse.
- Mais aussi donner des habitudes et des outils aux citoyens, surtout les plus jeunes, pour que chacun puisse prendre conscience de la situation et évoluer dans son comportement.

Dans le cas de la voiture, l'intégration de tous les coûts réels (pollution, accident, ...) donnerait une vision plus juste de la réalité. Cela permettrait à chacun de faire des choix plus facilement.

Il faudrait aussi un réseau de transports en commun qui aille au bout de l'intermodalité, c'est à dire, qui permette un enchaînement réel entre les différents modes de transport, sans coupure, ce qui améliorerait beaucoup la situation. Cette intermodalité doit aussi prendre en compte les moyens alternatifs de déplacement tels que les rollers, vélos, trottinettes,... ou les pieds !

Plusieurs solutions alternatives ont été énoncées : les parkings relais en bord de ville pour articuler la voiture et les transports en commun, l'aménagement de bandes cyclables et pour les rollers, le covoiturage voire la copropriété de voiture.

Après l'introduction de Bernard Caron, le débat s'est engagé, avec une série de problèmes plus locaux et techniques mais aussi sur nos habitudes. La présence d'un élu vert du conseil régional nous a donné un éclairage technique sur quelques points.

Ce café Alternatif se plaçait dans le cadre d'une réflexion de notre groupe sur les questions énergies/transports. Cette réflexion se poursuivra en 2001.

Manifestation du 2 décembre à Rouen pour le contre Sommet de Nice

Samedi 2 décembre, vers 14H, se sont retrouvées 300 personnes environ sur la place du vieux marché à Rouen, à l'appel du CCCOMC.

Le Collectif pour un Contrôle Citoyen de l'OMC, rassemble, rappelons le, des syndicats (CGT, FSU, SUD), des associations (Attac, Un Travail pour Chacun, CREAL) et des partis (Alternatifs, Alternative Libertaire, LCR, PCF, Verts).

Le rassemblement se plaçait dans le cadre des mobilisations du contre sommet de Nice, et souhaitait faire pression sur le sommet des chefs d'états européens, en particulier sur deux points principaux :

- refus de la charte des droits fondamentaux telle que présentée jusqu'ici. Le fait de définir un certain nombre de principes communs à l'ensemble des membres de l'Union Européenne, évitant ainsi le dumping social entre les pays paraît plutôt une bonne chose, mais la proposition qui est faite relève plutôt d'une charte des droits minimaux, puisqu'elle est nettement en retrait sur les normes françaises en matière sociale ou même à la déclaration des droits de l'homme de 1948. Les droits syndicaux et de grève ont disparus, le droit au logement devient un droit à une aide au logement, et le droit au travail se transforme en un droit d'accès à un service gratuit de placement...

- relance, sous la férule du commissaire « socialiste » européen Pascal Lamy des négociations sur les services (éducation, santé, culture...) par le biais d'une révision de l'AGCS (Accord Général sur le Commerce des Services). Cette relance étant renforcée par la modification de l'article 133 du traité de Maastricht. Cette modification doit faire évoluer les modalités de vote de l'UE, en remplaçant dans nombre de domaines, le vote à l'unanimité, par un vote à la majorité qualifiée.

Ainsi, là où un pays pouvait défendre des positions très fermes, il sera « obligé » de suivre la décision majoritaire de l'UE... Typiquement, la fameuse exception culturelle qui avait en partie fait flancher la négociation de l'AMI, n'aurait plus d'existence possible... !

En tant que citoyen européen.

"La politique est le talon d'Achille du capital mondialisé."

Je me sens plutôt citoyen du monde, mais ne brûlons pas les étapes.

La construction européenne est l'occasion d'étendre les coopérations entre les peuples et les cultures, et d'impulser de nouvelles politiques de développement et de paix. Cela pourrait d'ailleurs constituer un contre-modèle social fort face à l'impérialisme et au libéralisme américains.

Les 7 et 8 décembre, se tient le sommet de Nice, une nouvelle réunion des différents gouvernements européens.

Après s'être d'abord occupés de la construction économique de l'Europe avec une orientation fortement libérale, ils pensent enfin à la construction sociale. Mais je m'avance peut-être un peu. Qu'en est-il réellement ?

La Charte européenne des droits fondamentaux sera proposée à ce sommet. Ensuite, les institutions communautaires, les gouvernements et les tribunaux nationaux pourront demander à la Cour de Justice du Luxembourg de dire le droit sur la base de ce nouveau texte. Mais est-ce un bien ou un mal ? A vous de juger.

Tout d'abord, il faut savoir que la méthode d'élaboration de cette Charte des droits fondamentaux du citoyen européen est aux antipodes des règles démocratiques élémentaires. Seuls 16 parlementaires sur 700 et 30 délégués des quinze Parlements nationaux en ont débattu.

Le droit des travailleurs réduit à la "liberté professionnelle" (article 15) ou l'affirmation de la "liberté de créer des établissements d'enseignement" (article 14) sont des formulations ouvrant la porte aux ingérences de la CJCE de Luxembourg, institutionnellement au service du marché et de la concurrence.

Que le droit au travail soit escamoté sous "le droit d'accéder à un service gratuit de placement" (article 28), le droit au logement sous "le droit à une aide sociale et à une aide au logement" (article 33) montre l'étendue des concessions consenties aux courants les plus rétrogrades de la vie politique européenne. La référence répétée à la religion (article 10, 14, 21) souligne jusqu'à la caricature des concessions.

Avec beaucoup d'autres, les Alternatifs s'élèvent contre le projet présenté. D'abord parce qu'il constitue une régression par rapport à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales et à la Charte de l'Europe, dont les Quinze sont membres aux côtés de vingt-huit autres Etats du continent, parmi lesquels les pays candidats à l'élargissement. Les acquis de plusieurs directives sont ignorés, notamment sur la question majeure de l'égalité des hommes et des femmes.

Les Alternatifs militent pour que soit rejeté le projet de Charte proposé et que soit engagée par le Parlement européen et les Parlements nationaux l'élaboration d'une Déclaration consacrant le principe de la clause du "citoyen le plus favorisé", c'est-à-dire l'engagement de faire évoluer les législations nationales vers les droits et les statuts les plus avancés parmi les Quinze pour les travailleurs, les immigrés, les citoyens, les femmes et les victimes de discriminations et de répression particulières.

Les initiatives se multiplient pour pointer du doigt les conséquences des politiques libérales concoctées dans les sanctuaires du capitalisme mondial.

Comme cela a été le cas à Seattle ou à Millau, sera exprimée la volonté du peuple à ne plus se laisser faire et à demander plus de démocratie et de progrès social. Un contre-sommet est bien-sûr organisé les 6 et 7 décembre avec au programme manifs, meetings de rue, forums et concerts.

Les 70 000 manifestants prévus ne seront pas des juillettistes en avance. Que les sommettistes se le tiennent pour dit.

NON ! LE MONDE N'EST PAS UNE MARCHANDISE !

Kamel NarounLIENHYPERTEXTELIENHYPERTEXTELIENHYPERTEXTTE

Inscription sur les listes électorales

Dans le cadre d'une campagne nationale des Alternatifs, nous avons commencé une campagne d'affichage sur le campus et devant les lycées pour l'inscription des jeunes sur les listes électorales.

La date limite pour l'inscription est le 31 décembre, qui est un dimanche, cela doit donc se faire au plus tard le 30/12/2000.



Une deuxième campagne est en cours pour l'inscription des résidents étrangers. Les résidents issus de l'union européenne ont le droit de vote mais sont très peu nombreux à s'inscrire sur les listes.

Contre les inégalités

Ce jeudi 30 novembre, nous étions une trentaine de personnes de différentes organisations à être présents à la MJC de Saint Sever. Cette réunion à l'initiative du PCF avait pour but la constitution d'un collectif contre les inégalités. Il a été décidé la réelle constitution du collectif. Une présentation du collectif, de ses objectifs et de ses participants sera bientôt mise au point. Il a été rappelé un certain nombre d'inégalités, en particulier celles concernant les sans papiers. Un projet d'élaboration d'un cahier récapitulatif d'un certain nombre d'inégalités flagrantes et du coup de revendications concrètes est envisagé. Dans le courant du mois de décembre, une nouvelle réunion se tiendra et cette fois-ci, trois groupes de travail se constitueront autour des thèmes : "emploi", "social" et "démocratie et luttés contre les discriminations".

Week end des Alternatifs de Rouen
les 9 et 10 décembre
au local rue 205 Saint Julien à Rouen
Thèmes des débats voir en page 1.

Café Alternatif à Evreux
à la mi janvier
Faire de la politique est-il chiant ?
Coordination nationale des Alternatifs
Samedi 28 et dimanche 29 janvier

-- Pour nous lire... et/ou nous soutenir --

Pour nous contacter :

Alternatifs 76
205 rue St Julien
76100 Rouen
76@alternatifs.org
<http://www.alternatifs.org/rouen>
LIENHYPERTEXTE *Vous*
souhaitez recevoir La Seine

Alternative (5 numéros / an) ?

NOM : Prénom :

Rue :

Code Postal : Ville

Téléphone : Mél :

Tarif : 50 Frs (chômeurs/étudiants : 30 Frs)

Tarif Soutien : 100 Frs (ou plus... Ordre : Alternatifs 76)

Pour recevoir Rouge et Vert : téléphone : 01 43 57 44 80 ou mél : contact@alternatifs.org